

Le commerce équitable comme innovation sociale et économique :

Performance sociale et renouvellement des pratiques économiques

Corinne Gendron, Paul R. Bélanger, Louis Favreau, Marie-Claire Malo, Marie-France Turcotte

Chaire de coopération Guy-Bernier, UQÀM

Chaire Économie et Humanisme, ORH-École des sciences de la gestion, UQÀM
Centre de recherche sur les innovations sociale dans l'économie sociale, les entreprises et
les syndicats (CRISES)

HEC-Montréal

Chaire du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en

Outaouais (UQO)

Financé par le

Fonds de recherche sur la société et la culture

Programme d'appui à la recherche innovante

Durée du projet : 2003-2006

À partir des années 1980, les stratégies de multinationalisation des entreprises ont présidé à l'émergence d'un nouvel espace économique mondial supra-étatique qui vint déstabiliser durablement les régulations nationales (Michalet, 1985). L'État qui encadrait jusqu'alors les activités de ses entreprises et la répartition des richesses sur son territoire se fit désormais l'allié de multinationales chargées de rapatrier des richesses acquises sur le marché mondial. La mondialisation économique et financière a ainsi profondément transformé les relations entre les États et les entreprises, celles-ci nécessitant un appui nouveau pour compétitionner sur une scène internationale à la fois instable et prometteuse (Petrella, 1989). Dans cette alliance, l'État semble avoir perdu une partie de son pouvoir régulateur pour devenir, au même titre que ses entreprises, un État stratège. Ces transformations se sont accompagnées d'une évolution d'un tout autre ordre du côté de la société civile et des mouvements sociaux. Malgré ses réussites, le modèle fordiste avait subi assez tôt les critiques d'une population contestant le projet matérialiste consumériste et sa conception sous-jacente du progrès et du développement. Dès les années 1960, on dénonça les répercussions de la production de masse alors qu'une série d'accidentsachevèrent d'inquiéter la population des conséquences écologiques mais aussi sociales du projet industriel. Les mouvements sociaux se diversifièrent et le mouvement syndical fut peu à peu entouré d'une multitude de groupes aux revendications diverses, dont les ambitions dépassaient largement le cadre institutionnel pour viser une reconnaissance et une identité proprement sociale (Melucci, 1983). Cette contestation visait non seulement les entreprises, principaux agents du développement industriel, mais aussi l'État providence et sa prise en charge bureaucratique du social (Bélanger et Lévesque, 1991). Ainsi, les *mouvements sociaux*

traditionnels orientés vers les institutions ont cédé le pas aux *nouveaux mouvements sociaux* plus largement ouverts sur le social.

Aujourd’hui, le commerce équitable, la finance solidaire, les investissements éthiques et plus largement l’économie sociale annoncent une nouvelle génération de mouvements sociaux, que nous convenons d’appeler les *nouveaux mouvements sociaux économiques*. Non contents de s’insérer, puis de transformer les processus politiques institutionnels, ces mouvements s’approprient un champ qui leur était autrefois étranger, l’économie, pour l’instrumentaliser et le redéfinir en fonction de leurs valeurs, de leur éthique et de leurs objectifs de transformation sociale. Le commerce équitable par exemple, préside à une redéfinition fondamentale de l’acte économique qu’il investit d’un contenu sociopolitique. Non seulement ce mouvement reconnaît la dimension inégale de l’échange aux échelles micro et macro-économiques, non seulement il questionne la thèse de l’utilité marginale et la théorie des avantages comparatifs, mais il propose en plus d’intégrer à l’échange une signification sociale et une dimension éducative. Sur le plan théorique, le mouvement du commerce équitable se pose en renouvellement paradigmatique fondamental de l’acte économique. Sur le plan empirique, ce mouvement instrumentalise l’économie à des fins politiques et sociales. Le cas de la finance solidaire est porteur des mêmes ruptures. Les monnaies alternatives dites « fondantes », dont la valeur diminue avec le temps, remettent en question le principe même de l’intérêt en soulignant ses implications en termes d’équité sociale (Kennedy, 1996). Les projets de monnaies complémentaires globales telles que TERRA interrogent les fondements mêmes du système financier actuel et proposent de mettre le mécanisme de la monnaie au service d’une fin non économique (Lietar, 2001). Bref, le commerce équitable et la finance solidaire témoignent de l’incursion des mouvements sociaux dans la sphère autrefois réservée de l’économie, et pourraient la transformer durablement comme ils l’ont fait avec le champ politique institutionnel (Eder, 1993).

Cette nouvelle génération de mouvements sociaux économiques pourrait donc jouer un rôle insoupçonné dans la reconfiguration des pôles de régulation inhérente au processus de mondialisation précisément parce qu’elle est porteuse d’une nouvelle conception et d’une nouvelle éthique de l’économie. Face à l’effritement du modèle providentialiste-fordiste où l’économie était encadrée par le politique, les mouvements sociaux économiques proposent d’investir l’économie d’un contenu social et politique en brisant la frontière entre monde vécu et système. Ils définissent ainsi un contenu normatif qui tend à s’imposer aux autres acteurs. Les mouvements sociaux économiques sont en effet porteurs de valeurs à l’aune desquelles les acteurs économiques traditionnels sont désormais contraints de s’évaluer comme on peut le constater dans le secteur de l’habillement, de l’alimentation ou des services financiers. Entre le marché et l’État, ce pôle de normativité agit comme une régulation de troisième type qui, sans venir remplacer les régulations antérieures, notamment la régulation étatique mise à mal par le processus de mondialisation, s’articule avec ces dernières dans un processus de production sociale où s’institutionnalisent de nouveaux compromis sociaux.

Bien que les premières pratiques du commerce équitable remontent assez loin dans le temps, le mouvement du commerce équitable tel qu’on le connaît aujourd’hui a à peine vingt ans. En conséquence, bien que les textes faisant la promotion du commerce équitable en se contentant d’énoncer ses principes et les bienfaits qu’il est susceptible d’apporter aux populations du Sud abondent, peu de recherches universitaires s’y sont attardées jusqu’à aujourd’hui. Dans le cadre d’une recherche préliminaire, nous avons néanmoins recensé une série d’études et d’analyses et quelques recherches

universitaires susceptibles de fournir un point de départ à notre projet. On peut diviser ces travaux en trois catégories. La première s'inscrit dans un courant nettement critique, et insiste sur le déséquilibre géo-politique que traduisent les règles et les institutions actuelles du commerce international; le commerce équitable est présenté comme une alternative à la mondialisation économique (Somavia, 2001; Deglise, 2000; Marion et Racicot, 1995; RITIMO et Solalgral, 1998). Une deuxième catégorie de textes s'attache à décrire les principes et la pratique du commerce équitable. Ils s'attardent à l'interprétation des principes par les acteurs sur le terrain et aux pratiques observées chez les producteurs du Sud insérés dans la filière équitable (Buccolo, 2000; Adam et Barrat Brown, 2000; Malservisi et Faubert-Mailloux, 2000; Waridel, 1997, 2001; Glorieux, 2001; Teitelbaum et Waridel, 1999). Exceptionnellement, Tadros a proposé une analyse d'une organisation du Nord (Tadros, 2002). Une troisième catégorie s'intéresse à la portée et aux défis du commerce équitable (Auroi, 2000; Johnson, 1998, 2001; November, 2000; Perna, 2000; Belm et Laberge, 2002). Il ressort de cette littérature que le mouvement du commerce équitable est à un point tournant : bien qu'encore marginal en termes de parts de marché, ce type de commerce connaît une croissance inégalée, et plusieurs auteurs s'entendent pour dire que son importance ne peut être limitée à un pourcentage de ventes. Comme l'avance Perna (2000), l'impact du commerce équitable nécessite l'adoption d'une approche qualitative que négligent souvent les économistes. Une telle approche permet de rendre compte du fait que le commerce équitable réinterprète la transaction économique comme une relation chargée de sens et investie d'un contenu sociopolitique (Waridel, 1997; Gendron, 2001). D'autre part, de par sa seule existence, le commerce équitable questionne le commerce traditionnel et le force à se justifier sur chacun des points que le commerce équitable présente comme « une manière équitable de faire ». Il peut donc exister un effet de mimétisme dans la mesure où le commerce équitable devient un nouveau pôle de référence normative en fonction duquel le commerce traditionnel doit nécessairement se positionner. En dernier lieu, et conséquemment à ce qui précède, le commerce équitable est sujet à une récupération par les acteurs traditionnels : à l'instar de ce que l'on observe dans le domaine des investissements responsables, les produits équitables peuvent simplement enrichir la gamme de produits offerts en répondant au segment du marché d'un consommateur « responsable », sans transformer en profondeur la dynamique du marché international. C'est le danger de ce que plusieurs appellent le « markéthique », c'est-à-dire la nouvelle offre éthique des acteurs économiques dans laquelle s'inscrit l'accentuation du discours éthique des entreprises au cours des dernières années (Salmon, 2002).

L'objectif principal de ce projet de recherche vise à étudier de façon empirique le commerce équitable au Nord et au Sud comme modèle alternatif de production, de gestion et d'échange, ainsi que son potentiel de renouvellement des pratiques économiques et des régulations traditionnelles. Plus précisément, trois objectifs spécifiques sont poursuivis. En premier lieu, il s'agit de voir comment, sur le terrain, les pratiques du commerce équitable se développent et si elles permettent d'atteindre les objectifs de développement et d'équité que ses acteurs cherchent à promouvoir. À cet égard, nous souhaitons analyser le rôle des coopératives inscrites dans la filière du commerce équitable, leur réinterprétation ou actualisation d'anciens principes coopératifs (juste prix, élimination des intermédiaires), les modes de gestion et d'organisation du travail, les conditions de travail, de rémunération et de redistribution. Le deuxième objectif vise à mieux saisir la signification du commerce équitable dans les relations Nord-Sud, les modalités de son insertion dans les circuits économiques, et ses effets concrets sur les producteurs du Sud et les employés au Nord. En particulier, il s'agit de mettre en lumière le paradoxe apparent d'un mouvement en faveur d'une plus

grande équité Nord-Sud et qui impose aux producteurs du Sud le respect de certaines règles d'organisation du travail et de méthodes de production sans que les organisations du Nord soient nécessairement assujetties à de telles exigences. Ce volet mènera à étudier les mécanismes de certification qui tendent à se diffuser et l'ancrage local d'une innovation dans sa capacité de s'insérer dans le système de commerce mondial et ainsi d'assumer une dimension internationale. Enfin, le troisième objectif vise à documenter les expériences d'un nouveau mouvement social économique (Gendron, 2001) au sujet duquel très peu d'études empiriques ont été réalisées à ce jour. Ce mouvement social est particulier en ce qu'il propose une transformation des relations d'échange et des principes de légitimité du commerce en même temps qu'il agit comme entreprise de production et de vente de biens notamment comestibles. La question se pose : est-ce que la tension entre ces deux objectifs peut être maintenue ? Est-ce que les exigences et contraintes de la production vont atténuer celles du mouvement social ? Est-ce que la dimension alternative peut survivre aux contraintes de l'insertion dans l'économie traditionnelle ? Ces questions feront donc l'objet de notre troisième objectif.

Sur le plan pratique, actuellement, le plus grand débat existant parmi les acteurs du commerce équitable est de savoir si le mouvement doit s'allier, ou non, aux acteurs commerciaux traditionnels. En restant en marge du système de distribution traditionnel, le commerce équitable pourrait être confiné à un rôle marginal dans la société et ne pas être en mesure de contribuer aux transformations qu'il s'est donné pour mission : un marché international fondé sur des principes de justice, une instauration d'un régime d'« égalité des échanges », le renforcement des capacités de développement des populations du Sud. En s'alliant aux grands distributeurs, le commerce équitable peut accroître le « marché » équitable et offrir ainsi aux producteurs du Sud davantage de débouchés, donc aider un plus grand nombre de personnes aux prises avec de pâtres conditions de vie. Mais ce faisant, le commerce équitable trahit un de ses principes qui vise à éliminer les intermédiaires, et s'insère dans un système où il a peu de pouvoir de négociation et risque de se voir dicter les règles à suivre au risque de perdre son authenticité et ses fondements mêmes.

Pour dépasser cet enjeu dichotomique qui déchire actuellement le mouvement du commerce équitable, enjeu surtout défini en termes normatif ou politique, nous proposons comme cadre théorique les concepts *d'innovation sociale* et de *performance sociale*, qui constituent des avancées théoriques que nous souhaitons raffermir et tester par cette recherche empirique. Penser le commerce équitable en tant qu'innovation sociale, c'est l'analyser comme un ensemble de pratiques nouvelles portées par des agents. Ces pratiques (et ces agents) cependant s'insèrent dans un champ ou un espace social (Bourdieu, 1987) déjà structuré par des positions de dominants et de dominés et qui possède ses propres règles du jeu comme autant de conventions qui commandent le respect de la part de tous les agents. Plus largement, on peut faire l'hypothèse que ce champ est structuré en trois dimensions ou systèmes de relation entre les agents (Touraine, 1978). La dimension organisationnelle distribue les agents et coordonne leurs activités, une dimension institutionnelle codifie les règles du jeu et les conventions, et enfin une dimension symbolique produite par les rapports sociaux légitime l'architecture d'ensemble de l'espace social. Dans ce sens, l'innovation sociale, parce qu'elle est porteuse de nouvelles formes organisationnelles, de nouvelles règles du jeu et de principes de légitimité novateurs, et parce qu'elle vise à modifier les différentes positions des agents, se heurte en quelque sorte au modèle existant comme un obstacle à sa propre diffusion. Les alternatives qu'elle développe aux trois niveaux de l'espace social (organisation, institution et principes de légitimité) sont constamment menacées. Elles peuvent demeurer parallèles et marginales, ou bien se diffuser à

l'ensemble dit traditionnel, ou encore s'imposer à un tel point qu'elle commande de nouveaux compromis ou de nouvelles règles du jeu. Cette problématique nous permet d'assumer dans un cadre cohérent les trois objectifs mentionnés plus haut : 1) émergence des pratiques du commerce équitable et formes d'organisation et d'entreprises qui se développent; 2) règles du jeu au Nord et au Sud et dispositifs de certification; 3) transformation des principes de légitimité du commerce et diffusion d'une nouvelle éthique.

Quant au concept de performance sociale, il permet d'introduire des critères d'évaluation conformes à des pratiques innovantes. Il s'agit alors d'étudier les impacts du commerce équitable non pas en fonction de sa « pureté » et de son indépendance face aux acteurs du marché traditionnel, mais bien en mesurant ses impacts réels en termes de développement durable dans les collectivités, et ce tant au Nord qu'au Sud. Nous souhaitons notamment étudier comment le recours à la forme coopérative permet de contribuer à cette performance sociale, et dans quelles mesures les exigences de la filière et des organismes de certification équitable réunis sous la bannière FLO (Fairtrade Labelling Organizations International) permettent eux aussi d'atteindre une plus grande performance sociale. Le concept de performance sociale sera développé en fonction des propositions de la Global Reporting Initiative qui a développé une série d'indicateurs concernant les trois pôles du développement durable : économie, environnement et social. Ce dernier pôle comporte notamment la dimension de l'équité intra et intergénérationnelle. Nous nous attarderons tout spécialement à la dimension organisation du travail, et à l'application de principes démocratiques au sein des organisations insérées dans la filière, au Nord comme au Sud, mais aussi aux dimensions environnementales, ce qui nous permettra d'étudier les rapports ambigus que le commerce équitable entretient avec la filière biologique (Rice, 2000; Raynolds, 2000).

Enfin, de façon plus générale, la recherche permettra des avancées théoriques de par l'originalité de son objet, puisque très peu d'universitaires se sont penchés sur la question du commerce équitable jusqu'à maintenant, encore moins avec une approche d'innovation sociale et de performance sociale. Le sujet commence tout juste à faire l'objet de quelques articles encore dispersés, dont les interrogations restent à notre avis en deçà de la portée et de la signification sociale du commerce équitable. Nous souhaitons, grâce à ce projet, amorcer un véritable programme de recherche sur le commerce équitable en proposant un cadre de réflexion porteur. La recherche est aussi innovante par son approche. Ainsi, plutôt que d'aborder la question en des termes économiques ou de marché, nous proposons une approche multidisciplinaire permettant de rendre compte du mouvement du commerce équitable et de son impact réel à titre d'innovation sociale. Nous souhaitons également mettre à contribution les recherches sur le secteur coopératif et de l'économie sociale en général, avec lesquels curieusement, le commerce équitable entretient peu de liens. Enfin, le projet envisage le commerce équitable sous l'angle des mutations de l'économie contemporaine, à travers lesquelles la transaction économique se charge de sens et s'éloigne de la conception utilitaire originelle. C'est notamment pourquoi nous nous intéressons non seulement aux producteurs du Sud, mais également aux organisations du Nord impliquées dans la filière équitable.

BIBLIOGRAPHIE

- Adam, S. et M. Barrat Brown. « Le commerce équitable dans les échanges Nord-Sud » in *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Bruxelles, De Boeck/Université, p. 105-122.
- Auroi, C. « Le commerce 'équitable', un créneau potentiel pour les petits producteurs des pays en voie de développement » in *Économies et Société*, AG, no 24, 10-11/2000, p.199-211.
- Beauchemin, J. 1997. « Les formes de l'État et la production de l'éthique sociale dans la perspective de la sociologie politique », *Politique et Sociétés*, vol 16, no 2, p. 67-89
- Bélanger, P.R. et B. Lévesque. 1991. « La 'théorie' de la régulation, du rapport salarial au rapport de consommation. », *Cahiers de recherche sociologique*, no 17, p. 15-51.
- Bélanger, P.R., M. Grant, et B. Lévesque, (dir.), *Nouvelles formes d'organisation du travail, Études de cas et analyses comparatives.*, Montréal, L'Harmattan, 1997, 332 p.
- Bélanger, P.R., P.A. Lapointe et B. Lévesque. 2002. "Workplace Innovation and the Role of Institutions", Murray et al., *Work & Employment Relations*, London and New York : Continuum, 150-180.
- Bourdieu, P. 1980. *Le sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. 1987. *Choses dites*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- Boyer, R. et Y. Saillard (dir. publ.). 1995. *Théorie de la régulation*. Paris, La Découverte, 568 p.
- Bucolo, E. « Le commerce équitable ». Arles (France), Impatiences démocratiques éditeur, 2000, p. 46.
- Catalano, B. 1986. « Une forme d'entreprise à privilégier : la coopérative de production » in *Coopératives et Développement*, vol. 17, no 2, p. 131-147.
- Chesnais, F. 1994. *La mondialisation du capital, Alternatives économiques*, Éditions Syros.
- Comtois, G. et N. H. Comtois. « Effets multiplicateurs 'qualitatif' de la formation coopérative : une utopie ou une réalité? » *Revue du CIRIEC*, Montréal, vol. 14, no 1981-82, p. 7-51.
- Desroche, H. 1996. *Le projet coopératif*, Éditions Ouvrières, Paris.
- Develtere, P. 1998. *Économie sociale et développement*. Bruxelles, De Boeck Université, 171 p.
- Eder, K. 1993. *The Institutionalization of Social Movement. Towards a New Theoretical Problematic in Social-Movement Analysis?* Florence, European University Institute, octobre, 22 p.
- FAO. « Le marché de la banane 'biologique' et de la banane du commerce équitable ». Groupe intergouvernemental sur la banane et sur les fruits tropicaux, première session, Australie, 4-8 mai 1999, document internet consulté le 14 novembre 2001, <http://www.fao.org/organisation/docrep/meeting/x1149f.h>
- Favreau, L. et Lachapelle, R. 2001. *Résister et contruire. Une autre mondialisation*. GESQ. Deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité, Montréal, 14 p.
- Franck, S. et Max Havelaar. Belgique 2000. *Bananattaque*. Max Havelaar, le label du commerce équitable. Bruxelles, Max Havelaar, brochure de promotion, 24 p.
- Gendron, C. « El comercio justo. Una innovacion socio-economica hacia mas democracia? », Mesa redonda sobre el comercio justo, *Economia y democracia/economy and democracy*. 8^e conférence internationale Karl Polanyi, Universidad nacional autonoma de Mexico, Mexico, 14-16 novembre 2001.
- Gendron, C. « L'économie sociale comme élément d'une autre mondialisation : commerce équitable et monnaies alternatives », Colloque CIRIEC, 70^e Congrès de l'ACFAS, Québec, mai 2002.
- Gendron, C. 2002. « Le commerce équitable. De l'alternative au Markhétique ». *Séminaire international sur le commerce équitable, les coopératives et le développement durable*. ÉSG, UQAM, 27 septembre.
- Gendron, C. « Émergence de nouveaux mouvements sociaux économiques », *Pour*, Paris, 2 001, p. 175-181

- Glorieux, H. *Commerce équitable versus transfert monétaire. Pour l'aide aux petits producteurs du Sud.* Namur, Université Notre dame de la Paix, Mémoire de maîtrise en sciences économique, 110 p., 2001.
- Johnson, P. W. 2001. *Cahier de propositions pour le 21^e siècle.* Commerce équitable. Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, 38 pages.
- Johnson, P. 1998. « Le commerce équitable face aux défis du marché global. Le cas du café au Mexique » in *Économie et Humanisme*, no 344, avril 1998, p. 62-65.
- Kennedy, M. I. 1996. *Libérer l'argent de l'inflation et des taux d'intérêts.* Genève, Vivez Soleil, 155 p.
- Les Magasins du Monde Oxfam.1998. *Chiquita : révélations sur les pratiques d'une multinationale.* Bruxelles, Les Magasins du Monde Oxfam. 103 pages.
- Lévesque, B. et Mendell, M. 1999. *L'économie sociale au Québec : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche,* Cahiers du CRISES, no 9908, 31 p.
- Lévesque, B. 1999. « Le développement local et l'économie sociale : deux éléments devenus incontournables du nouvel environnement », *Cahiers du Crises*, no 9905.
- Lietaer, B., 2001. *The future of money : creating new wealth, work and a wiser world.* London, Century.
- Lipietz, A. 1989. *Choisir l'audace. Une alternative pour le XXI^e siècle,* La Découverte, Paris, 155 p.
- Littrell, M. A. 1999. *Social responsibility in the global market : fair trade of cultural products.* Thousand Oaks. Californie, Sage Publications. 366 p.
- Malservisi, M.-F. et I. Faubert-Mailloux. *Le commerce équitable.* Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier, no 006-112, 2000, 28 p. ISBN 2-89536-011-1.
- Marion, J.-C. et L. Racicot. 1995. « Le café de la coopération ». Montréal, Soc. Radio-Canada, 17 min 30s.
- Melucci, A. 1983. « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques », *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 10-50, p. 13-30.
- Melucci, A. 1991. « Qu'y a-t-il de nouveau dans les 'Nouveaux mouvements sociaux'? ». In *La recomposition du politique*, Sales, A. et L. Maheu, Montréal, p. 129-162. Paris, PUM-L'Harmattan.
- Michalet, C.-A. 1985. *Le capitalisme mondial*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Moreau et al. (2001), *L'économie sociale et solidaire en Europe et dans les Amériques*, CSMO, Québec.
- Navarro-Flores, O., Gendron, C. et Lapointe, A. 2002. *Séminaire international sur le commerce équitable, les coopératives et le développement durable.* Chaire de coopération Guy Bernier et Chaire Économie et Humanisme, École des sciences de la gestion, UQAM, jeudi le 26 et vendredi le 27 septembre 2002.
- November, A. « En suisse : anachronisme ou économie solidaire? Que peut représenter la notion de commerce équitable dans l'un des pays les plus riches du monde? » in *Silence* , no 263, nov., p. 12-13.
- Offe, C. 1985. « New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics ». In *Social Research*, vol. 52, no 4, hiver, pp. 817-868, 910 p.
- Oxfam-Québec et CSQ. 2001. *L'ABC de la consommation responsable.* Document de référence de l'opération d'un commerce agréable et équitable. Québec (Qc), ERE Éducation, avec la collaboration d'Équiterre, Club 2/3 et Établissement Vert Brundtland, 50 fiches. ISBN 2-922538-03-6.
- Oxfam-Québec et Oxfam-Canada. 2001. *Un commerce équitable pour un développement durable. L'opposition d'Oxfam à la ZLÉA*, 4 p, consulté le 17 mai 2002, www.oxfam.qc.ca.
- Perna, T. « Commerce équitable : alternative à la mondialisation? » in *Silence !*, no 263, nov. 2000, p. 4-11.
- Perret, B. et Roustang, G. 1993. *L'économie contre la société*, Paris, Seuil, 275 p.
- Petrella, R. 1989. « La mondialisation de la technologie et de l'économie », *Futuribles*, (septembre), p. 3-25.

- Polanyi, K. 1983. *La Grande transformation*. Paris : Gallimard, 419 p.
- Raynolds, L. T. 2000. « Re-embedding global agriculture : the international organic and fair trade movements ». Dans *Agriculture and Human Values*, vol. 17, p. 297-309.
- Rice, R. A. 2000. « Noble Goals and challenging terrain : organic and fair trade coffee movements in the global marketplace ». Dans *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, vol. 14, p. 39-66.
- Ritimo et Solagral. *Pour un commerce équitable : expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud*. Sous la coordination de Odile Albert. Paris, Éd Charles Léopold Mayer, 1998, 167 p. ISBN 2843770017.
- Roy, N., 2002. « L'utopie caféinée : le commerce équitable devenu réalité ». Montréal, Équiterre, 25 min.
- Sanjurjo, D. « Quel contrôle pour le commerce équitable? » *Le monde diplomatique*, octobre 2001, p. 3.
- Somavia, J. « Pour l'instauration de règles du jeu équitables » in *Le Monde diplomatique*, sept. 2001, p 5.
- Strauss, A. L. et Corbin, J. M. 1990. *Basics of qualitative research : grounded theory procedures and techniques*, Newbury Park, Calif., Sage, 270 p.
- Tadros, C. « Commerce équitable et modèle coopératif : Equal Exchange, un OCE aux États-Unis. Montréal, Cahiers du CRISES, no ES-0204, avril 2002, 79 p.
- Teitelbaum, S. et L. Waridel. *Commerce équitable : une poussée plus juste aux Pays-Bas, en Belgique, en Suisse et en France*. Rapport de recherche, Équiterre, 1999, 51 p.
- Touraine, A. 1969. *La société post-industrielle. Naissance d'une société*. Paris, Denoël.
- Touraine, A. 1973. *Production de la société*. Paris, Éditions du Seuil, 477 p.
- Touraine, A. 1978. *La voix et le regard*. Paris, Éditions du Seuil, 309 p.
- Transfair Canada. « Commerce équitable : une alternative viable pour les petits planteurs. Origine des initiatives du FLO-International », consulté le 14 mai 2001, <http://www.transfair.ca/q/info-fra.html>.
- Veit, P. « Commerce équitable entre l'Europe et le Tiers Monde », <http://www.globenet.organisation>, consulté le 5 avril 2001.
- Vienney, C. 1994. *L'économie sociale*. Paris, La Découverte, 126 pages.
- Vienney, C. 1982. *Socio-économie des organisations coopératives*. Tome 2. Paris, Éditions CIEM, 333 p.
- Waridel, L. 2001. *Coffee with pleasure : just java and world trade*. Montréal, Black Rose Books, 176 pages.
- Waridel, L. 1997. *Une cause café : pour le commerce équitable*. St-Laurent (Qc), Éditions Les Intouchables, coll. Le vent qui tourne, 71 p.

Équipe

Coordination du projet : Corinne Gendron

Professeurs-chercheurs :

Paul R. Bélanger, UQÀM
Louis Favreau, UQO
Corinne Gendron, UQÀM
Marie-Claire Malo, HEC Montréal
Marie-France Turcotte, UQAM

Étudiants-chercheurs : *à venir*

Publications et réalisations

À venir